Mesdames, Messieurs les Maires,

Actuellement, l'État se désengage des territoires, les déserte pour des raisons d'économies budgétaires et de services prétendument plus efficaces. C'est le plus souvent fait sans concertation avec les représentants du personnel, les élus locaux, les administrations les informant une fois leur plan mis au point.

Une restructuration sans précédent est en cours pour absorber les 50 000 suppressions d'emplois dans la fonction publique d'État. Pour la Direction Générale des Finances Publiques, 40 000 emplois ont déjà disparu depuis 2002 et 15 000 à 30 000 nouvelles suppressions sont redoutées d'ici la fin du quinquennat du Président de la République.

Les directions locales finalisent actuellement un projet de réorganisation du réseau pour les trois années qui viennent.

En dépit de nos sollicitations, nous ne connaissons pas encore les suppressions d'implantations envisagées en Haute-Savoie. Le directeur départemental des finances publiques refuse obstinément d'en communiquer le détail. Pourtant il l'a d'ores et déjà transmis à l'administration centrale et à la préfecture.

Toutefois quelques grandes lignes se dégagent :

- Regroupement des trésoreries de proximité par missions pour répondre au projet de la DGFIP de réaménager le traitement des opérations comptables des collectivités locales sur la base d'une distinction artificielle entre un back office et un front office. L'essentiel du travail actuellement réalisé dans des trésoreries en charge de la totalité des opérations de plusieurs collectivités (prise en charge et paiement des mandats, prise en charge et recouvrement des titres de recettes, suivi de la comptabilité, des régies, ...) serait désormais confié à quelques services spécialisés peu à même de tenir compte des différentes particularités locales.

L'image du trésorier aidant le Maire à élaborer son budget sera bientôt à ranger aux oubliettes, de même que la caisse de la trésorerie où venaient pourtant vos administrés afin de payer en numéraire impôts, cantine ou centre de loisirs et percevoir les secours d'urgence ou autres aides.

- Création d'agences comptables pour certaines collectivités, à leurs frais, en lieu et place des trésoreries.

- Regroupement des Services des impôts des particuliers (SIP), des Services des Impôts des entreprises (SIE) ainsi que des Services de la publicité foncière (SPF), et du cadastre (CDIF).
Pas plus de 3 SIP, 3 SIE, 1 SPF et 1 CDIF dont les implantations indéterminées officiellement **seraient** le bassin d 'Annecy, celui de Bonneville et celui de Thonon les Bains

- Limitation au maximum de l'accueil physique des usagers et exploration de tous les moyens permettant d'assurer de simples « points de contact » comme les maisons de service au public. A cet égard, la réduction des horaires d'ouverture au public serait accentuée.
Nos concitoyens sont en droit d'attendre autre chose que des services en ligne ou des minibus écumant nos campagnes, les considérant ainsi comme des administrés de seconde zone.

Les agents de la DGFIP sont particulièrement attachés au service public et ils se battront contre ce qui constitue un plan social de grande ampleur. Pour ce faire, ils auront besoin du soutien des élus et de la population. Dites-le à nos dirigeants dans toutes les instances dans lesquelles vous siégez, soutenez les agents

de la DGFIP dans leur combat.
Soyez assurés que nous initierons toutes les actions pour défendre l'idée que nous nous faisons du service public.

Solidaires Finances Publiques ne peut en effet se résoudre à voir des campagnes totalement vides de services publics.

Élus, fonctionnaires des services de l'État, de la fonction publique territoriale et hospitalière, nous portons tous la responsabilité de ne pas laisser mourir nos territoires.

Nous souhaiterions vous rencontrer pour pouvoir vous expliquer de vive voix tous les dangers de cette sinistre réforme. Vous pouvez contacter les correspondants signataires désignés ci-dessous.

Nous vous prions de croire, Mesdames, Messieurs, en l'assurance de notre considération distinguée.

Pour Solidaires Finances Publiques DDFIP 74

Les Co-secrétaires de la section locale :

Christine GOURMELON Philippe BERTOSSI Thierry DARCQ

solidairesfinancespubliques.ddfip74@dgfip.finances.gouv.fr